



Aider à combler la fracture numérique en Roumanie, ou comment le programme Biblionet de l'IREX et les bibliothèques publiques roumaines fournissent un accès sans cesse croissant aux services de l'administration en ligne pour les exclus du numérique

Paul-Andre Baran
Directeur
IREX Biblionet Romania
Bucarest, Roumanie

Scott Andersen
Directeur adjoint del'IREX Biblionet Romania
Directeur de l'IATP Moldova
Bucarest, Roumanie

*Traduction :
Pierre-Alain Tilliette
Bibliothèque de l'Hôtel de Ville, Paris, France*

Réunion : **124 – Section de l'Information gouvernementale et des publications officielles et Section des Bibliothèques administratives - L'administration en ligne : rôle des bibliothécaires**

Résumé:

Le programme Biblionet de l'IREX est un projet quinquennal visant à aider les bibliothèques publiques de Roumanie à mieux servir à l'échelle nationale leurs communautés par le truchement d'un système proposant de la formation, des ordinateurs, et un libre accès à l'Internet. Par le biais d'un partenariat entre l'IREX, l'Association nationale des bibliothèques publiques et des bibliothécaires (ANPBR), les administrations, tant au niveau local que national, et les bibliothèques du pays, le programme Biblionet encourage le développement d'un système moderne de lecture publique en Roumanie comme étant une mesure propice à l'amélioration des conditions socio-économiques des citoyens. Pour parvenir à ce but, Biblionet déploie un réseau d'équipements informatiques en libre accès dans 2000 bibliothèques publiques à travers le pays, apporte son soutien aux bibliothèques qui donnent priorité à l'accès du public à l'information, forme les bibliothécaires pour qu'ils deviennent des experts des nouvelles technologies nécessaires aux besoins de la communauté, établit des centres de formation bibliothéconomique dans les 41 départements afin d'offrir au système de la lecture publique une véritable infrastructure de formation, et développe un partenariat avec l'Association des bibliothèques publiques et des bibliothécaires (ANBPR) afin d'aider cette association

à mettre durablement en place des structures administratives qui puissent répondre aux besoins nouveaux et évolutifs des bibliothèques modernes.

Qu'est ce que Biblionet ?

Biblionet est un projet de développement quinquennal d'un budget de 27 millions de dollars, mis en œuvre par l'organisation Internationale de Recherche et d'Echange (IREX *International Research & Exchange Board*)¹, avec l'appui financier de la Fondation Bill & Melinda Gates. Le projet soutient la transformation des bibliothèques publiques en lieux ouverts aux citoyens qui leur permettent de vivre mieux informés, et de participer à la réflexion collective. Les quatre activités de base du programme Biblionet sont :

1. fournir du matériel technologique à plus de 2000 bibliothèques publiques roumaines (ordinateurs, imprimantes, logiciels, scanners et projecteurs vidéo) en sorte que les citoyens aient un meilleur accès à l'information ;
2. former plus de 3000 bibliothécaires à l'utilisation des nouvelles technologies afin d'offrir de meilleurs services aux usagers de la bibliothèque, et placer les bibliothécaires en situation de pouvoir offrir de nouveaux services en leur donnant la compétence de les promouvoir. Afin de faciliter au mieux ce processus, l'IREX est en train de créer jusqu'à 41 centres de formation pour les bibliothécaires à travers tout le pays ;
3. aider l'Association des bibliothèques publiques et des bibliothécaires (ANBPR)² à développer sa capacité à promouvoir le monde des bibliothèques et à démontrer aux décideurs à quel point la bibliothèque publique est importante pour répondre aux besoins des citoyens ;
4. stimuler le soutien du gouvernement pour la reconnaissance du rôle essentiel des bibliothèques dans les sociétés modernes. Ce qui suppose d'avoir des bibliothèques avec des ordinateurs en libre accès permettant aux citoyens de bénéficier des services de l'administration en ligne, dont ils seraient privés autrement.

Le programme Biblionet a suivi un planning progressif qui a commencé en novembre 2008 par l'équipement de 12 bibliothèques roumaines en matériel informatique

¹ <http://www.irex.org> - L'IREX est une organisation internationale à but non lucratif qui offre des programmes innovateurs pour la conduite éclairée de projets qui soutiennent durablement un changement positif et global. L'IREX travaille avec les individus et les institutions à jeter les fondations d'une société dynamique : éducation de qualité, médias indépendants, et fortes communautés. Pour renforcer ces secteurs, notre programme intègre aussi des activités traitant de la résolution des conflits, du développement des technologies, ou visant des populations telles que les femmes ou les jeunes. Fondée en 1968, l'IREX gère un portefeuille annuel de plus de 60 millions de dollars, et emploie plus de 400 professionnels à travers le monde. L'IREX emploie des méthodes éprouvées sur le terrain et un usage innovant des technologies pour développer des solutions pratiques, gérées localement avec nos partenaires dans plus de 100 pays.

² <http://www.anbpr.org.ro/> l'Association des bibliothèques publiques et des bibliothécaires de Roumanie (ANBPR) est née en 1990 du désir des bibliothécaires de faire connaître et de défendre les intérêts de la profession. L'association compte plus de 3000 membres. Le but premier de l'association est le développement de la profession, le partage des expériences et des bonnes pratiques. Grâce aux congrès annuels, l'association met en avant de nouvelles voies de développement, l'adaptation aux technologies de pointe, et l'acquis des expériences et des meilleures méthodes.

accessible au public et par la formation aux nouvelles technologies de l'information des bibliothécaires en poste dans ces établissements. Tirant les leçons de cette expérience, Biblionet a lancé le 23 avril 2009 une compétition nationale pour sélectionner les bibliothèques admises à participer à la première phase du programme. Au mois de mai 2011, Biblionet fonctionne dans 37 des 41 départements roumains, et le programme a permis d'équiper 921 bibliothèques, de qualifier plus de 70 bibliothécaires en tant que formateurs, et a offert une formation aux nouvelles technologies de l'information et aux nouveaux services au public à plus de 1300 bibliothécaires. D'autres formations et d'autres implantations de matériel seront déployées par vagues au cours des trois prochaines années.

L'impact et la réussite du programme Biblionet sont évalués de nombreuses façons, l'une d'entre elles consistant en enquêtes *pop-up* qui visent à mesurer la satisfaction de l'utilisateur et à identifier de nouveaux services potentiels de la bibliothèque. L'enquête a été lancée en février 2010 dans les 235 bibliothèques publiques de la première phase du programme. Fin avril 2010, plus de 3625 usagers avaient répondu ; et certaines tendances se dégagent de ces réponses permettant déjà d'identifier le type d'informations recherchées par les lecteurs. Par exemple, 47 % d'entre eux disent que l'utilisation d'ordinateurs et l'accès internet les ont aidés à résoudre des problèmes personnels. Plus de 254 personnes rapportent que les ordinateurs de la bibliothèque leur ont permis d'entrer en communication avec de la famille à l'étranger. Un grand nombre indique avoir trouvé de l'information sur des problèmes relatifs à l'éducation (775) et/ou à la santé (193). Une personne écrit ceci : « J'ai récemment accouché de mon deuxième enfant, et je ne savais pas que je pouvais bénéficier d'une aide sociale financière. Je suis allée sur internet et j'ai trouvé que j'avais droit à cette prime dont personne ne m'avait parlé. J'ai trouvé l'article en ligne, la loi, et même le formulaire de demande. »

Ensuite, l'enquête a montré des changements dans la perception des bibliothèques et dans la satisfaction apportée par leurs nouveaux services : 3 363 personnes déclarent que la bibliothèque est devenue plus utile depuis qu'elle offre un accès gratuit à l'internet ; 3 349 considèrent que l'image de la bibliothèque s'est améliorée dans son ensemble ; 3 327 disent avoir recommandé à leurs amis de fréquenter la bibliothèque ; et 3 302 disent qu'elles le feront.

Au bout de deux années, Biblionet a mené à bien la phase initiale qui consistait à sélectionner les bibliothèques et à fournir le matériel et la formation de base. Il s'agit maintenant de passer à la vitesse supérieure et de se concentrer sur une offre plus étendue de formation et sur le renforcement du réseau professionnel des bibliothécaires. Toute une gamme de projets et d'activités de moindre ampleur complète les quatre activités principales afin de susciter la créativité et la circulation d'idées au sein de la profession bibliothécaire. Parmi ces activités, il y a notamment des voyages d'étude pour en apprendre plus sur les pratiques innovantes dans les différents pays, des ateliers où promouvoir les réseaux et les initiatives, et l'accent mis de plus en plus sur l'impact et l'évaluation des nouveaux services des bibliothèques publiques. Des nouveaux services offerts par les bibliothèques publiques roumaines, le plus utilisé est l'accès à l'administration en ligne, et la tentative de faire des bibliothèques un levier aidant à combler la fracture numérique s'appuie donc sur les services de l'administration en ligne.

De la Roumanie et des bibliothèques publiques roumaines

Bien qu'une génération se soit déjà écoulée depuis la chute du régime dictatorial de Nicolae Ceaucescu en 1989, ce n'est que récemment que les blessures du désastre économique, des tensions ethniques, de la corruption endémique, et de la méfiance des citoyens à l'égard du gouvernement ont commencé à cicatrifier. Depuis son entrée dans l'Union européenne (UE) en 2007, la Roumanie a indiscutablement fait des progrès pour résorber les profonds retards dans les domaines politique, culturel, économique hérités des cinquante années du régime communiste. Bien que la Roumanie ait initié un processus de modernisation économique, le pays continue de faire face à de nombreux défis – concernant l'économie, la santé publique, la technologie. S'agissant de l'économie, plus de 25 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, et le revenu moyen annuel était de 11 500 \$ en 2010. La population âgée et les retraités sont confrontés à d'énormes difficultés pour maintenir un niveau de vie acceptable, ayant cotisé à un système de retraites qui manque désormais de fonds. De plus une importante minorité rom se languit aux marges de la société. L'accès à la technologie est limité car les infrastructures délabrées et la technologie dépassée doivent être remplacées, et que le fossé entre les villes et les campagnes s'est creusé dans les années récentes. Quoi qu'il en soit, en 2009, il y avait près de 8 millions d'utilisateurs de l'internet (34^e rang mondial) et en 2010, environ 2,5 millions de serveurs (37^e rang mondial).

Pendant les 50 années du régime communiste, les bibliothèques publiques de Roumanie ont été à la fois négligées, et coupées de leurs homologues des autres pays à une période de grands changements dans la bibliothéconomie. Il en résulte que les bibliothèques publiques roumaines ne sont pas très attractives aujourd'hui pour le grand public encore que la perception soit en train d'évoluer. En 2008, seuls 10 % de la population les fréquentaient, et le rôle des bibliothécaires de ces établissements se cantonnait à quelques tâches très traditionnelles, telles que le prêt de livres et l'organisation d'événements culturels. Peu d'entre eux ont reçu une vraie formation, et cela se faisait dans le cadre d'un cursus universitaire nécessitant d'être réformé³. Actuellement, il n'y a ni stratégie nationale cohérente sur les questions des bibliothèques et de l'information, ni compréhension largement partagée de la façon dont les bibliothèques peuvent aider la société. Un changement culturel d'envergure doit advenir pour que les bibliothèques puissent s'imposer elles-mêmes comme des institutions précieuses et modernes. L'un des moyens d'y parvenir, cependant, pour les bibliothèques est de s'associer avec les administrations locales et nationales afin d'offrir au public les services de l'administration en ligne.

Les technologies de l'information et de la communication et les services en ligne de l'administration

L'Union européenne définit l'administration en ligne comme la capacité des administrations à utiliser les outils et les systèmes rendus possibles par les technologies de l'information et de la communication (TIC) afin de fournir un meilleur service public aux citoyens et aux entreprises⁴. Dans cet effort pour maximiser les

³ Rapeanu, AC., & Doinca, C. (2007). Education for Library Professionals in Romania. Extrait de <http://www.inforum.cz/pdf/rapeanu-anca.pdf>

⁴ http://ec.europa.eu/information_society/activities/egovernment/policy/index_en.htm

bénéfices de l'administration en ligne à travers toute l'Union, l'UE a mis en œuvre une série de lignes de conduite et de plans d'action afférents, le premier plan couvrant la période 2006-2010, et le plan actuel pour la période 2011-2015 a pour objet de concrétiser ces lignes de conduite regardant l'administration en ligne.

Le plan d'action 2011-2015

Une nouvelle génération de services en ligne, ouverts, flexibles, et interactifs est nécessaire pour donner aux citoyens et entreprises de l'Union la capacité d'améliorer leur mobilité sur le marché intérieur du 21^e siècle et pour s'assurer de ce que les services publics soient en mesure de servir une économie qui repose sur les réseaux futurs.

Le plan d'action identifie quatre priorités politiques fondées sur la Déclaration de Malmö, suivant l'accord du 18 novembre 2009 à la 5^e conférence ministérielle de Malmö, en Suède.

Donner aux citoyens et aux entreprises les moyens d'un meilleur accès à l'information

Renforcer la mobilité à l'intérieur du marché unique

Rendre les services publics plus efficaces et efficients

Créer les facilitateurs clés et les pré-requis pour que les choses puissent advenir

La mission principale de la Commission est d'optimiser les conditions pour le développement de services d'administration en ligne transfrontaliers à destination des citoyens et des entreprises sans tenir compte de leur pays d'origine. Ceci implique le développement d'un environnement qui promeut l'interopérabilité des systèmes et des facilitateurs clés tels que la signature électronique et l'*identification*. Des services accessibles à travers toute l'Union renforcent le marché unique numérique et complètent la législation existante dans des domaines tels que l'*identification*, l'approvisionnement électronique, la justice et la santé en ligne, la mobilité et la sécurité sociale tout en apportant des avantages concrets aux citoyens, aux entreprises et aux gouvernements de l'Europe. La Commission donnera l'exemple en développant plus encore l'administration en ligne au sein de son organisation.

La combinaison de tous ces efforts devrait conduire à augmenter l'implantation des services de l'administration en ligne. En 2015, 50% des citoyens devraient avoir recours à l'administration en ligne, tandis qu'à cette même date, l'objectif fixé pour les entreprises est de 80%⁵.

⁵ : http://ec.europa.eu/information_society/activities/egovernment/action_plan_2011_2015/index_en.htm

Comment les services de l'administration en ligne peuvent-ils revitaliser les bibliothèques roumaines et pourquoi ces dernières sont-elles remarquablement bien placées pour offrir aux citoyens lesdits services ?

Chaque mois, des millions de Roumains font la queue pour payer des factures, des taxes, des tickets de parking, obtenir des licences de mariage et des permis de travail. En plus des files d'attente, la corruption continue d'être une réalité. Le développement et la diffusion des services de l'administration en ligne offrent la possibilité de changer ce phénomène, et les près de 3000 bibliothèques publiques roumaines sont remarquablement bien placées pour relever le défi. Après l'entrée de la Roumanie dans l'UE en 2007, le gouvernement roumain, et particulièrement le Ministère des Communications et de la Société de l'Information (MCIS), se sont attelés à l'établissement d'objectifs nationaux fondés sur les besoins de la Roumanie en matière de communication et sur les priorités de l'Union européenne. La mise en place d'une stratégie nationale permettant de proposer les services de l'administration en ligne devrait être achevée pour 2015. Cependant, la question de la manière de parvenir à toucher tous les Roumains pour leur offrir ces services en ligne, particulièrement en comblant la fracture numérique entre ceux qui ont accès à la technologie et ceux qui ne l'ont pas, est critique. Au programme Biblionet, avec nos partenaires de l'ANBPR, nous pensons que les bibliothèques ayant des ordinateurs en libre accès et des bibliothécaires formés aux nouvelles technologies de l'information peuvent jouer un rôle critique dans ce processus, et bien sûr, que le secteur des bibliothèques publiques répond déjà à la fois aux objectifs gouvernementaux et aux besoins des citoyens.

Pour s'efforcer de jeter un pont entre les politiques actuelles en matière d'administration en ligne élaborées par les ministères concernés et les populations visées à travers le pays, le programme Biblionet de l'IREX en concertation avec l'ANBPR, le Ministère des communications et de la société de l'information et le Ministère de l'agriculture, recherche des voies innovantes pour que les bibliothèques publiques soient associées à la façon de toucher les citoyens afin qu'ils bénéficient des nouveaux services de l'administration en ligne. Dans le difficile climat économique auquel la Roumanie est actuellement confrontée, le programme Biblionet de l'IREX et l'ANBPR explorent des voies neuves et innovantes pour collaborer avec le gouvernement national afin de s'efforcer de démontrer l'intérêt de prendre en compte les bibliothèques publiques dès l'élaboration des stratégies de déploiement des services d'administration en ligne. L'équipe Biblionet et l'ANBPR pensent que les bibliothèques publiques équipées d'ordinateurs et fournissant l'accès à l'internet, et des bibliothécaires formés aux nouvelles technologies et services, offrent au gouvernement roumain une occasion unique et profitable de toucher les millions de Roumains qui n'ont pas accès à l'internet, mais n'en sont pas moins capables d'utiliser un ordinateur et comprennent parfaitement comment utiliser efficacement les nouvelles ressources de l'administration en ligne.

Plus spécifiquement, cette communication se propose de présenter trois études de cas impliquant l'avènement de l'administration en ligne dans la société roumaine, identifiées par l'IREX dans sa volonté d'utiliser les bibliothèques publiques roumaines à la fois pour promouvoir les nouveaux services et pour aider les citoyens à tirer le meilleur parti des derniers aménagements administratifs.

Le premier exemple concerne le Ministère des Communications et de la Société de l'Information, l'IREX, et l'ANBPR dans leur tentative commune de se servir des bibliothèques publiques pour aider à la mise en œuvre d'un nouveau système de recouvrement fiscal en ligne (www.ghiseul.ro) lancé le 30 mars 2011. Sitôt le lancement de ce service, des représentants du ministère vont travailler avec le programme Biblionet et l'ANBPR pour former des bibliothécaires qui pourront à leur tour aider la population à travers le pays et apporter leur assistance pour la navigation et la compréhension des nouveaux formulaires en ligne. La deuxième étude de cas que cette communication souhaite mettre en lumière est la façon dont le Ministère de l'agriculture, n'ayant été capable de distribuer que 17% du billion d'euros de subventions agricoles en 2010, entend s'appuyer sur les bibliothèques publiques roumaines dans sa campagne de 2011 pour atteindre plus d'agriculteurs et augmenter très significativement le taux d'absorption en formant les bibliothécaires à apporter une assistance directe aux agriculteurs au moment de remplir les formulaires de demandes de subventions. Dans cette optique, le Ministère de l'agriculture va lancer une campagne en direction des agriculteurs qui n'ont que peu ou aucune compétence en informatique, et de ceux qui sont dépourvus d'accès à l'internet, les avisant d'aller dans les bibliothèques publiques équipées par le programme Biblionet pour remplir les formulaires de subventions. Enfin, le Ministère roumain de la santé est en train de préparer un portail en ligne où tout citoyen roumain pourra dialoguer avec un médecin pour recevoir des conseils préliminaires fondés sur les symptômes ou le dossier médical existant. Un tel système profitera aux millions de Roumains vivant en zone rurale avec un accès limité aux fournisseurs de soins.

Le Ministère roumain des communications et de la société de l'information

Dans ses efforts pour aligner la Roumanie sur les nouvelles politiques d'administration en ligne et sur le calendrier de l'Union européenne, le Ministère roumain des communications et de la société de l'information a lancé un portail web qui permet aux citoyens de payer les impôts locaux avec une carte de crédit. Ce système a été lancé le 30 mars 2011⁶ et concernera l'ensemble des collectivités territoriales d'ici la fin 2012. L'IREX a conclu un partenariat avec l'ANBPR et ce ministère en signant un protocole qui vise à identifier cinq petites communes pilotes qui testeront le portail l'été prochain. Les cinq communes devront toutes avoir une bibliothèque publique et avoir suivi la formation du programme Biblionet. En accord avec l'ANBPR, l'IREX étudiera et déterminera les principaux moyens de guider le public pour qu'il retire un plein avantage des nouveaux services en ligne. Les enseignements de cette expérience permettront à l'IREX et au Ministère des communications et de la société de l'information de tracer les grandes lignes d'un programme national de formation pour toutes les bibliothèques qui seront connectées à l'internet.

⁶ http://www.financiarul.com/articol_58672/mcsi-lanseaza-ghiseul-ro.html

Le Ministère roumain de l'agriculture : l'Agence de Paiements et Interventions pour l'Agriculture (APIA)

L'entrée de la Roumanie dans l'UE a procuré à la nation 38,2 billions d'euros⁷ pour la période 2007-2013. Chaque année, le Ministère de l'agriculture, par le truchement de l'Agence de Paiements et Interventions pour l'Agriculture (APIA), gère un budget lui permettant d'allouer aux agriculteurs roumains un peu plus d'un billion d'euros de subventions agricoles. En 2011, l'IREX, l'ANBPR et l'APIA se sont mis d'accord pour promouvoir la fréquentation des plus de 800 bibliothèques qui ont déjà rejoint le programme Biblionet, afin de toucher un plus grand nombre d'agriculteurs en leur fournissant un lieu approprié, au sein de leur bibliothèque de secteur, pour demander leurs subventions. Le but est d'offrir à un plus grand nombre d'agriculteurs des conseils plus pertinents, dans leur bibliothèque et avec leur bibliothécaire, qui en définitive amélioreront le taux d'absorption tout en élargissant l'audience de la bibliothèque et de ses services dans la communauté. Au fur et à mesure de la promotion par le Ministère de l'Agriculture des formulaires de subventions en ligne, croîtra la nécessité d'identifier les ressources locales en mesure d'aider les agriculteurs avec précision. L'IREX va conduire une étude en 2011 pour déterminer : – le nombre d'agriculteurs capables de faire leurs demandes de subventions grâce à leur bibliothèque ; – le montant global qu'ils rapporteront à leur communauté grâce aux conseils du bibliothécaire ; – comment mieux promouvoir les bibliothèques auprès des agriculteurs pour la période 2012.

Le Ministère roumain de la santé

Actuellement, le Ministère roumain de la santé prépare un portail interactif dont le but est de procurer aux citoyens roumains des conseils gratuits et immédiats sur des questions relatives à la santé. Le nouveau portail en ligne donnera aux Roumains, en particulier ceux qui vivent en zone rurale la possibilité unique de recevoir des conseils professionnels en matière de santé, soit par rapport à des symptômes, soit par rapport à des résultats médicaux après un examen. Si les représentants du Ministère de la santé veulent maximiser les bienfaits d'un tel portail et de ce nouveau service en ligne, ils devront prendre en compte les déficiences de l'accès à l'internet des Roumains des zones rurales et leur illettrisme numérique. Au fait du calendrier du lancement de ce nouveau portail de la santé, l'IREX a entamé un dialogue avec le ministère pour promouvoir les bibliothèques comme étant le lieu où les Roumains pourront à la fois apprendre l'existence de ce nouveau service et recevoir les conseils pour l'employer au mieux.

Conclusions

En travaillant au jour le jour à développer le secteur de la lecture publique en Roumanie, l'IREX a identifié deux obstacles majeurs à franchir pour que les bibliothèques ne soient pas en reste avec leurs collègues européennes. En premier lieu, le gouvernement et les collectivités territoriales doivent recevoir régulièrement de l'information et des avis sur les bénéfices que peuvent tirer de leurs bibliothèques

⁷ <http://www.wall-street.ro/articol/Economie/79097/Cat-va-plati-Romania-la-bugetul-UE-in-perioada-2007-2013.html>

les Roumains, la collectivité, et particulièrement le gouvernement national même pour la mise en œuvre d'un certain nombre de ses politiques. L'IREX travaille main dans la main avec l'Association nationale des bibliothèques publiques et des bibliothécaires pour mettre en exergue et illustrer avec créativité la valeur pour la société des bibliothèques et des bibliothécaires auprès de nos partenaires de l'administration, en rassemblant l'information pertinente qui plaide le mieux la cause des bibliothèques. En second lieu, tant le gouvernement national que les collectivités territoriales doivent continuer à investir pour que le secteur de la lecture publique puisse être au niveau de la communauté internationale.

Le programme Biblionet va générer la plus importante réforme des bibliothèques publiques à avoir jamais agi sur la société roumaine, mais cela ne sera pas suffisant pour rétablir complètement le prestige des bibliothèques, l'usage de ses services par le public, et leur assurer un soutien dans la durée, si les représentants du gouvernement ne reconnaissent pas clairement l'impact extraordinaire des bibliothèques sur la vie des citoyens. Avec le Ministère de la culture, l'IREX et l'ANBPR ont développé une série de partenariats avec les ministères concernés pour les aider à mettre en place les nouveaux services de l'administration par le truchement des bibliothèques publiques. Non seulement les Roumains vont-ils bénéficier de l'accès à ces services en ligne grâce aux bibliothèques, mais encore recevront-ils les conseils ad hoc d'un professionnel dûment formé, afin d'en tirer vraiment le meilleur parti.

Tous les avantages déjà démontrés par l'IREX avec l'aide de l'ANBPR l'ont placé en position idéale pour commencer à négocier avec le gouvernement roumain la prise en compte des bibliothèques publiques dans les stratégies de développement qui, en définitive, détermineront les bénéficiaires de subventions pour le prochain cycle budgétaire de l'UE 2014-2020. Ouvrir la possibilité pour les bibliothèques publiques d'accéder aux fonds structurels européens de la période 2014-2020, ce sera leur fournir au bout du compte un réel budget et un calendrier leur permettant de s'aligner sur les bibliothèques des autres pays européens, et ce sera offrir au système de la lecture publique roumaine un socle solide pour continuer à évoluer.